

Des hommes considérables, pris parmi ceux qui résident sur leurs propriétés, commandaient les régimens de milice. L'État équipait les miliciens, les armait et leur assurait des privilèges locaux très-recherchés par les paysans. Les miliciens s'habillaient à leurs frais. Ils n'étaient payés qu'en service, et à l'exception des revues annuelles, on ne les rassemblait que pour des circonstances extraordinaires.

Les escadrons de cavalerie avaient quatre compagnies de quarante-huit hommes ; ce qui n'était pas bon, car la troupe appelée à former unité dans les manœuvres, ne doit pas être coupée en quatre pour le service habituel. Bien que certains régimens portassent le nom de dragons, la cavalerie était d'une seule espèce, montée sur des chevaux de taille inégale, cuirassée par devant, armée de fusils et dressée à combattre à pied. Les Portugais ont bonne grâce et sont fermes à cheval. Le complet des douze régimens à quatre escadrons chacun eût donné près de dix mille chevaux. Il n'y en

eut jamais plus de quatre mille cinq cents à l'effectif, tous nés dans le pays, et il eût été difficile d'en réunir un plus grand nombre, car on élève peu de gros bétail sur les rochers du Portugal, et dans tous les temps, le gouvernement espagnol a pris des mesures sévères pour empêcher l'extraction de ses belles races de chevaux hors de son territoire.

Les quatre régimens d'artillerie avaient leurs établissemens permanens au fort de Saint-Julien, près de Lisbonne, à Vianna, dans la province du Minho, à Elvas et à Faro dans les Algarves. Ils étaient composés de dix compagnies, savoir : une de bombardiers, une de sapeurs, une de mineurs, et sept de canonniers. Les sergens et les cadets subissaient un examen avant de devenir officiers. Le service du personnel n'était pas centralisé, et chaque régiment suivait des méthodes particulières. Il y avait confusion dans le matériel des places, à cause de la multiplicité des calibres. L'artillerie de bataille devait être peu nombreuse

dans un pays où les neuf dixièmes des grands chemins sont impraticables aux voitures. Pas une bête de somme n'avait destination de traîner les canons, tandis que la cour employait deux mille mules pour ses transports. On se proposait, si l'on entrait en campagne, de faire faire le service du train d'artillerie par des hommes et des animaux de louage.

Le corps royal des ingénieurs faisait le service dans le royaume et aux colonies. Il était composé de cent quarante officiers de tout grade. Pour y entrer, il fallait faire preuve de connaissances, acquises en suivant les cours complets de hautes sciences aux académies royales de fortification et de marine. On confiait aux officiers de génie l'enseignement dans les chaires d'art militaire et de mathématiques, le lever des cartes et les reconnaissances, les travaux civils des ponts et chaussées, et jusqu'à l'intendance des bâtimens de la couronne. Il se trouvait parmi eux un bon nombre de sujets capables, mais presque étrangers

à la profession d'ingénieurs militaires. Où l'auraient-ils apprise? C'était chose convenue en Portugal, depuis plus d'un siècle, qu'on ne s'occuperait que de deux places de guerre, Almeida, située par-delà la frontière naturelle du Portugal, et Elvas, qui n'est sur aucun des chemins par lesquels une armée peut venir à Lisbonne sans passer le Tage. Les autres forteresses, celles même dont l'érection avait été impérieusement commandée par leur emplacement aux principaux débouchés de la frontière, telles que Chaves, Castello-Branco, Abrantès, étaient condamnées à tomber de vétusté, sans qu'on daignât jamais relever un pan de leurs murailles. Quelques anciens châteaux avaient pour garnison des compagnies de canoniers invalides, appelés *pesé de castello*. Les noms de tant de tours à demi écroulées et de batteries sans canon, n'étaient mentionnés qu'aux patentes de quelques vieillards décrépits qu'on y envoyait avec le titre pompeux de gouverneurs.



AUCUNE troupe en Europe ne recevait une solde plus modique que les soldats de Portugal, et encore la volait-on avec impudence, surtout dans la cavalerie, où les compagnies étaient au compte des capitaines. Il n'existait dans l'établissement, ni commissariat des guerres, ni aucun corps d'administrateurs qui fût spécialement chargé de veiller au bien-être des soldats. Les agens de la trésorerie, *thesourarias geraes das tropas*, devaient vérifier la légalité des paiemens qu'ils effectuaient; et des officiers généraux inspecteurs venaient de loin en loin examiner la gestion des régimens. C'étaient les deux seules espèces de contrôle qui pesassent sur les colonels et sur les capitaines.

Quant aux dépenses générales de l'armée, une junta, qui avait ses agens dans les provinces, *junta da direcção geral dos proimentos das municoes de boca para o exercito*, achetait et distribuait aux troupes le pain et les autres provisions de bouche. Une

autre junte, *junta da real fazenda*, régissait les travaux de l'artillerie, et confectionnait l'habillement, l'équipement et différentes parties de l'armement. Plusieurs objets essentiels, entre autres les fusils, venaient de l'Angleterre. Les troupes de toute arme étaient habillées en bleu. Elles se tenaient mieux et avaient meilleur air que celles d'Espagne. Le service militaire de santé faisait partie des attributions du protomédicat, *real junta do protomedicato*. Les chirurgiens de régimens n'étaient que d'ignorans manipulateurs, auxquels la loi ne permettait pas d'exercer de fonctions médicales, excepté dans le cas où aucun médecin civil ne se serait trouvé à portée de leurs garnisons.

Le Portugal est le pays des assemblées, *juntas*, qui ne s'assemblent pas, et des conseillers qui ne donnent pas de conseils. Ce n'est pas seulement sur le service permanent qu'une fainéantise avide élève son échafaudage d'emplois, de bureaux, de salaires, elle s'at-

tache à de simples projets que le gouvernement accueille. La construction d'un pont, le dessèchement d'un marais, l'encaissement d'une rivière, fournissent l'occasion de prodiguer le trésor public à une foule d'individus qui ne manquent jamais de se présenter pour diriger ou surveiller les travaux. Ainsi, dans le département de la guerre, on proposa un jour de réformer le Code pénal de l'armée, et de donner une organisation nouvelle aux haras du royaume. A l'instant parut une junta *ad hoc*, composée de vingt grands seigneurs ou personnages en crédit, *junta do Codigo penal militar e melhoramento das caudelarias do reino* : le code ne fut pas refait, ni les haras régénérés.

Le conseil de guerre, institué par Jean IV, en 1643, et composé de chefs militaires et de magistrats, était chargé, dans l'origine, de gouverner l'armée et d'y administrer la justice. Il n'est resté aux conseillers d'attributions réelles que le jugement des officiers généraux, et la

révision des procédures militaires. Un auditeur, pris dans la classe des juristes, était attaché à chaque régiment stationnés à Lisbonne. Dans les garnisons, l'information et la poursuite des délits commis par les soldats, étaient confiées aux juges civils. Plusieurs chapitres du règlement de service de 1763 sont consacrés à la formation, et à la tenue des conseils de guerre de régiment. Le Code pénal militaire appelé autrement articles de guerre, *Artigos de guerra* était sévère; mais les mœurs nationales ont été plus puissantes que les lois. La justice marchait à pas lents; et en dépit de l'éternelle menace des coups de plat de sabre, de l'arquebusade et de la potence, la discipline intérieure pêchait plutôt par l'indulgence que par la sévérité.

Les soldats portugais seraient devenus excellents dès qu'on l'aurait voulu; on pouvait aussi sans grande difficulté former des officiers passables, mais les chefs ne valaient rien. L'état entretenait une soixantaine de maréchaux, lieute-

nans-généraux , maréchaux de camp et brigadiers. Le duc de la Foës , comme maréchal général près la personne du souverain , *marechal general junto a real pessoa* , ouvrait la liste. Plusieurs noms de Fidalgues y figuraient pour la forme. Un lieutenant-général , déjà avancé en âge , Joao Dordaz , avait l'inspection générale de la cavalerie , et le peu que cette arme valait , était dû à ses soins éclairés. Les deux campagnes , en Roussillon et en Catalogne , avaient fait éclore quelques talens. On vantait l'ardeur chevaleresque du maréchal de camp , marquis d'Alorne , l'activité et la roideur de Gomez Freire de Andrade , l'esprit analytique et mesuré du colonel don Miguel Pereira Forjaz. Il restait à peine quelques vieillards du temps du comte de Lippe , hors d'état de faire la guerre. Mais avec de l'argent et des promesses , on pouvait renouveler à volonté cette école cosmopolite.

La réunion dans la même main du ministère de la guerre et de celui des affaires étrangères ,

donnait des facilités pour chercher des généraux au dehors. En 1796 , le gouvernement fit venir, pour commander l'armée, le prince de Waldeck <sup>1</sup>, qui avait perdu un bras au siège de Thionville. Il ne vécut pas long-temps, et fut remplacé par un comte de Goltz, Prussien, ancien secrétaire de Frédéric II. L'Angleterre donna aussi au Portugal plusieurs émigrés français. De ce nombre furent Carlet de La Rosière, qui avait servi avec distinction pendant la guerre de sept ans, sous les ordres du maréchal et du comte de Broglie, et qui passait pour l'officier d'état-major le plus instruit de l'armée royale de France, et le comte de Vioménil, qui s'était acquis quelque réputation, en trouvant le moyen de faire un peu la guerre dans un temps où les hommes placés sur la même ligne que lui ne la faisaient pas du tout <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Waldeck, homme aimable, venait en Portugal pour refaire ses finances.

<sup>2</sup> Mais, par une conséquence de son âge et de sa

On créa pour La Rosière la place de quartier-maître général de l'armée. Vioménil reçut le titre de maréchal ; mais, contrarié par des intrigues d'armée et de cour, il se hâta de quitter le royaume pour n'y plus reparaitre. D'autres émigrés moins importans avaient précédé ou accompagné les deux officiers généraux. Chacun arrivait ivre de l'espoir de recommencer Schomberg et Lippe. Cependant, la noblesse portugaise les prenait en dédain comme des aventuriers. Les officiers étaient jaloux de ce qu'on accordait à ces intrus des appointemens doubles de ceux qu'on payait aux nationaux <sup>1</sup>. Le soldat, épilogueur de sa nature, se moquait des chefs qui estropiaient sa langue. Il ne fallait pas six mois pour éteindre l'enthousiasme, et désappoindter

position, il avait cessé de la faire depuis qu'on la faisait beaucoup.

<sup>1</sup> On donnait aux étrangers les appointemens doubles, parce que la solde du pays était absurdemment faible, et ensuite pour leur tenir lieu des récompenses établies exclusivement pour les nationaux.

les projets des nouveaux-venus. Le gouvernement portugais a tiré, à cette époque, peu de profit des militaires étrangers. On ne savait, ni s'en passer, ni s'en servir.

UNE armée de quarante mille hommes, mal réglée et mal commandée, était une faible ressource dans la position difficile où s'était mis le Portugal. Dès 1797 on conçut des inquiétudes sur la destination qui serait donnée aux escadres de France et d'Espagne réunies dans le port de Brest. Après le traité de Campo-Formio, un rassemblement de troupes françaises fut indiqué au pied des Pyrénées, et dix-huit mille Espagnols, cantonnés dans la province de Salamanque et dans l'Estramadure, devaient former une armée sous les ordres de Don Joseph Urrutia, réputé le plus habile des généraux que Charles IV avait alors à son service. Pour faire face au danger, le corps auxiliaire à la solde de l'Angleterre reçut des renforts qui le portèrent à dix mille



hommes. La cour de Portugal envoya sur les frontières de Beïra et d'Alemtejo quelques régimens de plus qu'il n'y en avait auparavant. A Lisbonne, la garnison fut exercée à des manœuvres nouvelles. Le prince du Brésil y assista plus d'une fois en uniforme. Voir au milieu des soldats et revêtu de leur habit un souverain qui jusqu'alors n'avait été aperçu qu'entouré de moines ou de Fidalgues, parut aux observateurs un signe d'hostilités imminentes.

On se souvient encore de la terreur que l'armement de Toulon, au commencement de l'année 1798, répandit parmi les ennemis de la France. Le cabinet de Lisbonne en eut sa part. Il craignit de voir arriver sur un littoral allongé, peu défendu, facilement abordable, l'élite des conquérans de l'Italie et Bonaparte. On ne fut rassuré que lorsqu'on apprit que l'armée expéditionnaire avait débarqué en Égypte. Les opérations maritimes et militaires de la Méditerranée absorbèrent l'atten-

tion du cabinet britannique. Il fit partir de Lisbonne une partie du corps auxiliaire pour l'employer au siège de Malte. Une escadre portugaise aux ordres du marquis de Niza se montra dans les eaux d'Alexandrie après la bataille d'Aboukir, et agit ensuite dans la Méditerranée sous l'égide des flottes anglaises. Bonaparte ne s'était pas attendu que les Français rencontreraient là de pareils ennemis. On lit, dans un ordre du jour donné par ce général à l'armée d'Orient, ces paroles prophétiques : « Un temps viendra où la nation portugaise paiera avec des larmes » de sang l'outrage qu'elle fait à la République. »

L'EFFET de cette menace fut retardé par la guerre continentale qui éclata de nouveau au printemps de l'année 1799. La victoire s'était en allée de France avec Bonaparte ; elle y revint avec lui et ce fut pour long-temps. La journée du 18 brumaire ouvrit une période

féconde en bouleversemens politiques. A peu près à la même époque, le prince du Brésil s'attribua le titre de régent des royaumes de Portugal et des Algarves. Il exerçait depuis quatre ans l'autorité absolue sous le nom de sa mère; le changement actuel était seulement dans la forme. Le secrétaire d'état Scabra voulut, conformément aux anciens usages, consacrer la prise de possession de la régence par une solennité à laquelle les trois ordres du royaume participeraient par leur acceptation et leurs sermens. Cette proposition pouvait mener loin; elle fut traitée de séditieuse, et Scabra renvoyé du cabinet. Son porte-feuille passa à Luiz Pinto, qui remit la guerre au duc de Lafoës, et les affaires étrangères à Don Joao de Almeida. Après la mort du marquis de Ponte de Lima, Don Rodrigo de Souza avait eu les finances. Joao Rodriguez de Sa, vicomte d'Anadia, succéda à ce dernier dans le département de la marine et des colonies.

Bonaparte ne tarda pas à se trouver en

mesure de dicter la paix sur le continent. Le traité de Lunéville venait à peine de régler le sort de l'Allemagne, que le désir d'une pacification universelle tourna les regards du premier consul du côté du Portugal. Envahir ce pays, c'était frapper l'Angleterre dans la portion la plus accessible de ses domaines. Une convention fut conclue à Madrid entre le gouvernement de la République et sa majesté catholique, pour contraindre le Portugal à se séparer de son allié. Les ports de ce royaume, et un quart du territoire, devaient être occupés par les troupes françaises et espagnoles, jusqu'à la paix maritime. Les hautes puissances contractantes protestaient n'avoir en vue que l'indépendance et le bonheur des Portugais.

LE 27 février 1801, parut la déclaration de guerre de l'Espagne. Les troupes étaient déjà en mouvement vers la frontière. Un corps de dix mille hommes fut destiné, par le cabinet de Madrid, à tenir la défensive en Galice.

L'armée principale devait avoir quarante mille hommes. Elle se rassembla aux environs de Badajoz. Dans le même temps, un corps auxiliaire de quinze mille Français, aux ordres du général Leclerc, beau-frère de Bonaparte, passa les Pyrénées, et traversa le nord de l'Espagne. Il prit ses cantonnemens autour de Ciudad-Rodrigo, et le long de la frontière, jusqu'à Zarza-la-Mayor.

Le Portugal était seul pour tenir tête à l'orage. Du corps à la solde anglaise, qui avait occupé Lisbonne et les forts du Tage, il restait quatre faibles régimens d'infanterie émigrée, savoir : Dillon, Castries, Mortemart et Loyal-Émigrant, quelques pièces de canon et un détachement du vingtième de dragons légers britanniques, le tout commandé par le général Frazer. C'était, avec un subside de trois cent mille livres sterling, l'unique secours qu'on eut à attendre de l'Angleterre. Le prince régent annonça à ses sujets, dans une proclamation datée du 26 avril, que la France

et l'Espagne lui avaient adressé des propositions humiliantes, et qu'il fallait se mettre en état de repousser une injuste agression. Il mit les milices en campagne, et invita les habitans à former des corps francs. On composa, avec quelques régimens de ligne et la milice d'Entre-Duero-et-Minho et de Tras-os-Montes, une armée pour la protection des provinces du nord. Dans le midi, le maréchal de camp, comte de Castro-Marim, grand-veneur de Portugal et capitaine général des Algarves, fut chargé de garder, avec deux bataillons d'infanterie de ligne et les milices, cette province qui a le titre de royaume.

La grande armée agissante, forte de trente mille hommes, et commandée par le duc de Lafoës, premier ministre, s'établit à cheval sur le Tage, ayant les trois quarts de son monde à la rive gauche du fleuve, en face des principales forces espagnoles. Le reste, placé à la rive droite, devait observer le corps auxiliaire français; la légion de troupes légères fut cantonnée dans

les villages du plateau de Guarda. On jeta deux ponts de bateaux sur le Tage, à Abrantès, et on organisa un passage en barques, à Villa-Velha de Rodao, pour servir à la communication des troupes entre elles.

Les armées étaient en présence ; mais le ministre Pinto avait été envoyé à Badajoz, et plusieurs personnes, dans les deux camps, croyaient qu'il ne serait pas brûlé une amorce. Le chef des Portugais accréditait cette opinion. Ses longs voyages à l'étranger avaient affaibli en lui l'exaltation nationale qui, chez ses compatriotes, va jusqu'à l'engouement. Constamment opposé à la guerre contre la France, et ayant passé de plus d'un demi-siècle l'âge des illusions, le duc de Lafoës attendait dans un repos philosophique, à son quartier-général de Portalègre, l'issue des négociations. A quatre-vingt-deux ans, il est permis au plus brave de ne pas désirer la guerre. « Pourquoi nous » battre ? » disait le vieillard pétillant d'esprit et de gaieté à un des principaux officiers de

l'armée espagnole , don Francisco Solano , qui avait une conférence avec lui. « Pourquoi » nous battre ? Le Portugal et l'Espagne sont » des mulets de charge. L'Angleterre nous a » lancés. La France vous aiguillonne. Sau- » tons, agitions nos clochettes, s'il est néces- » saire ; mais au nom de Dieu , ne nous fai- » sons pas de mal. On rirait trop à nos dé- » pens. »

C'était aussi à peu près l'avis de Charles IV. Il était venu à Badajoz avec la reine et l'ambassadeur de France, Lucien Bonaparte, frère du premier consul. Lucien pressait pour qu'on commençât les hostilités ; mais le roi , dont la fille aînée était femme du prince régent de Portugal, ne songeait nullement à détrôner son gendre ; tout au contraire, il avait à cœur de se débarrasser le plus tôt possible du corps auxiliaire français. Une volonté plus puissante que celle du monarque mit obstacle à un arrangement pacifique. Don Manuel Godoy, prince de la Paix, amant de la reine,



commandait en chef l'armée d'opération. Il lui était venu une fantaisie de gloire militaire, et l'on ne pouvait pas trouver une occasion plus favorable d'en obtenir à bon marché.

Le 12 mai 1801, les Espagnols débouchèrent de Badajoz. Un corps se porta sur Olivença et un autre sur Jerumenha. Ces deux places, situées, l'une à gauche et à cinq quarts de lieue du Guadiana, l'autre sur la rivière même, se rendirent sans qu'on tirât une volée de canon. Elvas fut sommé. Le lieutenant-général portugais, don Francisco Xavier de Noronha, fit la réponse qu'on devait attendre du gouverneur d'une bonne place, dont la garnison montait à neuf mille hommes de troupes de ligne ou de milices, et qui communiquait avec l'armée et le pays. Le gros des forces espagnoles, sous la conduite du prince de la Paix, vint sur la Caya, ruisseau qui sépare les deux royaumes. Une reconnaissance parut devant Campo-Mayor. Mathias Jose Dias Azédo commandait dans la place. Il parut disposé à se

défendre ; les colonnes de gauche de l'ennemi se rabattirent sur leur droite, et Campo-Mayor fut investi.

L'aile droite de l'armée portugaise sous les ordres du vieux général Forbes, le même qui avait fait la campagne de Roussillon, était composée de trois divisions d'infanterie, et bordait la frontière de l'Alemtejo depuis les environs de Jerumenba jusque près de Montalvao, sur le Tage. Une avant-garde de grenadiers et de chasseurs, commandée par le brigadier Bernardin Freire de Andrade, qui passait pour homme d'exécution, campait dans la vallée de Porto de Espada, en face du débouché de Valencia de Alcantara, et avait derrière elle la cavalerie du royaume réunie presque en entier sous les ordres du maréchal de camp baron de Carovey, émigré français. La division étrangère du général Frazer était placée en réserve à Crato.

Le mouvement des Espagnols ne fit pas bouger le duc de Lafoës de Portalègre ; il re-

plia la division de sa droite débordée par la prise de Jerumenha , et porta la cavalerie à Alegrete , et l'avant-garde derrière Arronchès. Cette petite ville fut occupée par le deuxième régiment d'Olivença , et on couvrit ses approches par quelques grand'gardes de troupes à cheval.

Cependant l'ennemi faisait le siège de Campo-Mayor , qui se rendit après neuf jours de feu. Le 27 mai , les maréchaux de camp, Don Manuel de la Pena et le marquis de Mora , se portèrent sur Arronchès avec six mille Espagnols. C'était une simple reconnaissance. Les autres divisions et le quartier-général de l'armée n'avaient pas fait de mouvement. Don Jose Carcome Lobo , colonel du second régiment d'Olivença mit sa troupe en bataille en avant de la ville. Les Espagnols plus nombreux arrivèrent sur les flancs ; il craignit d'être tourné et abandonna Arronchès. La cavalerie de Carovey vint au secours. Un escadron détaché en avant accrocha, dans une conversion rapide-

ment exécutée, l'extrémité d'un bataillon. On lâcha pied de toute part, et les grenadiers de Bernardin Freire comme les autres.

Les fuyards s'arrêtèrent à Alegrete, mais la terreur et le désordre allèrent beaucoup plus loin. Le 28 au matin, les camps et les cantonnemens étaient bouleversés. Quoique les Espagnols fussent restés à Arronchès, chacun croyait les avoir sur les talons. Un brouillard épais donna lieu à des méprises fâcheuses. Des patrouilles se tirèrent des coups de fusil dans la plaine, derrière Portalègre. Le duc de Lafoës ordonna la retraite par Alpalhão, sur Gavião, où l'armée se réunit le 29 et le 30.

La précipitation du mouvement fit abandonner des magasins considérables formés à Niza, petite ville à deux lieues du Tage et à Flor-da-Roza, près de Crato. Joao Dordaz, qui commandait la gauche de l'armée, partit sur-le-champ de Castello-Branco avec quatre mille hommes, les établit sur les hauteurs de Villa-Velha, et fit rentrer les denrées amassées



à Niza , où l'ennemi ne s'était pas encore présenté.

Le succès de cette opération donna envie au duc de ravoir son magasin de Flor da Rosa. Il envoya un détachement qui fut surpris et emmené prisonnier par la cavalerie espagnole peu d'heures après être entré dans le village. Ce nouvel échec détermina le général en chef à rentrer à Abrantès. La brigade étrangère y avait été envoyée d'avance pour garder les ponts. Les Portugais passèrent le Tage le 8 juin, et campèrent entre la ville et le fleuve. Ce rassemblement ne méritait pas le nom d'armée. On y comptait à peine dix mille hommes, tous mécontents et démoralisés. Les soldats avaient jeté leurs fusils pendant et après la fuite d'Arronchès ; et comme les régimens tiraient pour la plupart leurs recrues de l'Alemtejo , il s'en était débandé une forte partie qui n'avaient pas voulu abandonner leur pays natal.

Il ne se passa rien d'intéressant dans le



reste du royaume. Les troupes ennemies, rassemblées à Ayamonte, près de l'embouchure du Guadiana, tirèrent des coups de fusil et des coups de canon d'un bord à l'autre, et firent une tentative infructueuse pour passer la rivière. Au nord, les deux armées opposées étaient commandées par deux émigrés français, savoir : celle d'Espagne par le marquis de Saint-Simon, et celle de Portugal par le marquis de la Rosière. Entre adversaires désintéressés sur le fond de la querelle, il n'était pas à craindre que la guerre prît un caractère bien féroce. Saint-Simon borna ses combinaisons militaires à faire monter la garde sur le bord du Minho. On avait prescrit à la Rosière de se concentrer en dedans des chaînes de Gezez et de Marao; il prit sur lui de continuer à occuper le Tras-os-Montes, et, par sa résistance à un ordre timide, il crut avoir sauvé le Portugal. Le maréchal de camp Gomez Freire était quartier-maître général de cette armée. Il voulut tenter un coup de main sur Monterey,

petite ville espagnole où on supposait que la garnison se gardait mal. Il partit un soir de Chavès, qui en est à cinq lieues, à la tête d'un fort détachement d'infanterie et de cavalerie. On fit fausse route pendant la nuit, et quand on s'aperçut de l'erreur, il n'était plus temps de la réparer. Gomez Freire rentra à Chavès, sans être suivi plus loin que la frontière. On eût pu croire que les grands coups seraient portés dans le Beïra. Les Portugais étaient là en présence de leurs plus redoutables ennemis; mais le premier consul n'avait montré ses troupes que pour forcer les Espagnols à entrer en campagne. Les Français ne sortirent pas de leurs cantonnemens. Lorsque Joao Dordaz apprit l'invasion du territoire par le prince de la Paix, il porta son quartier-général d'Idanha-Nova à Castello-Branco; il vint ensuite, ainsi que nous l'avons dit, à Villa-Velha. Le marquis d'Alorne ne trouvant pas d'aliment à son activité, se mit à bâtir un fort casematé à mille toises au sud de Guarda, et fit ouvrir un

chemin sur la crête des montagnes entre la Cova da Beira et Abrantès.

Le 6 juin, pendant la retraite de l'armée du duc de Lafoës, et peu de jours après que Campo-Mayor s'était rendu, la paix fut signée à Badajoz, entre l'Espagne et le Portugal. La cour de Lisbonne s'engagea à fermer ses ports aux vaisseaux anglais. Elle fit des sacrifices d'argent, et abandonna la ville et le territoire d'Olivença jusqu'au Guadiana. L'Espagne trouvait, dans cette acquisition, l'avantage de débarrasser sa frontière d'un foyer de contrebande : tout fut réglé avec l'assentiment et sous la signature de l'ambassadeur de France.

Mais le premier consul désapprouva ce que son frère avait fait. La France et l'Angleterre traitaient alors de la paix du monde. Un arrangement séparé avec le Portugal ne pouvait qu'entraver la marche des négociations. Il importait à la cause commune que l'Espagne s'emparât de tout le pays au midi du Tage, pour



ensuite obtenir en échange les colonies perdues depuis le commencement de la guerre. Le chef de la République refusa de ratifier le traité de Badajoz. Les journaux français annoncèrent que trente mille hommes de plus allaient passer les Pyrénées pour se réunir à l'avant-garde, commandée par Leclerc, et que la commission d'envahir le Portugal serait confiée à Gouvion Saint-Cyr. Cet officier-général jouissait d'une réputation de prudence consommée. Bonaparte l'avait envoyé en Espagne, avant les hostilités, pour accompagner le prince de la Paix et diriger les opérations de cette guerre.

Dans l'état de dénûment où était la nation portugaise, les Français seraient arrivés à Lisbonne sans grands obstacles. Le prince régent envoya à Abrantès, pour prendre le commandement des troupes et les réorganiser, le maréchal de Goltz, qui n'avait pas été employé activement jusqu'alors. Le duc de Lafoës perdit ses emplois et ses dignités, et on lui fit dé-

fendre de paraître à la cour<sup>1</sup>. Il fallait bien rejeter sur quelqu'un la responsabilité des fautes commises. Le nouveau général en chef fit faire aux Portugais dans le pays, à la rive droite du Tage, des marches et des contre-marches qui déplurent beaucoup, parce qu'elles étaient fatigantes, et qu'on n'en devinait pas les motifs. Cependant, le corps du général Leclerc restait toujours immobile. Le chevalier d'Araujo, envoyé par mer en France, pour traiter directement avec le premier consul, s'était présenté devant le port de Lorient, et n'avait pas

<sup>1</sup> On trouva un matin affiché dans les rues de Lisbonne un placard conçu en ces termes : « Ils s'est » perdu, entre Pontalègre et Abrantès, un enfant de » quatre-vingt-deux ans environ, avec une botte de » velours noir. On prie ceux ou celles qui le trouvent de le ramener au bureau des annonces. »

Le duc de Lafoës se servait de guêtres de velours à cause de la goutte qui le faisait beaucoup souffrir. Ses bons mots avaient long-temps fait le désespoir de tous ceux qui, en Portugal, se mêlaient de gouverner. Depuis qu'il était devenu malheureux, on le punissait par où il avait péché.

obtenu la permission de débarquer. Mais les négociations continuaient à Madrid, sous la médiation du roi d'Espagne.

LE 29 septembre 1801, les plénipotentiaires, Lucien Bonaparte de la part de la France, et Cypriano Ribeiro-Freire de la part du Portugal, signèrent à Madrid la paix entre les deux États. Par un article secret du traité, la cour de Lisbonne s'engageait à payer la somme de vingt-cinq millions de francs au gouvernement français. Par les articles patens, elle fermait ses ports aux vaisseaux de l'Angleterre; elle acceptait en Amérique des limites fixées à l'avantage du plus fort; elle admettait pour base d'un traité de commerce à conclure très-prochainement, l'introduction des draps français en Portugal, sur le pied des nations les plus favorisées. Ces conditions onéreuses furent modifiées ou détruites par les préliminaires de paix entre la France et l'Angleterre, qui furent signés à Londres, deux jours après